



DECLARATION ISSUE DE LA 4^{ÈME} CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE MONDIALE - Décembre 2020

La 4^{ème} Conférence internationale sur la sécurité alimentaire mondiale s'est tenue en ligne du 4 au 9 décembre 2020, organisée par Montpellier Université d'excellence (MUSE), *Wageningen University & Research* (WUR) et Elsevier, rassemblant 900 délégués de 78 pays. Elle visait à rapprocher la communauté mondiale des chercheurs engagés dans la recherche sur les systèmes alimentaires et la sécurité alimentaire, à formuler des messages pouvant nourrir le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires qui se tiendra en 2021 et à poser les bases de collaborations à venir.

La conférence a reconnu la nécessité d'approches systémiques, dépassant les approches disciplinaires, pour relever les défis de l'agenda 2030 pour le développement durable. Elle recouvrait 12 thèmes, dont les quatre dimensions de la sécurité alimentaire telles que définies par la FAO lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 (disponibilité, accès, utilisation, stabilité), sept thèmes transversaux et intégrateurs et un thème sur les perturbations et transformations des systèmes alimentaires induites par la COVID-19.

Capitalisant sur les trois précédentes éditions, cette conférence a permis de mettre en évidence quatre évolutions majeures. La première concerne le changement de focale de la sécurité alimentaire vers les systèmes alimentaires. Cela fait écho à la nécessité de considérer les ODD de l'Agenda 2030 de manière interconnectée, et non seulement l'ODD 2, en intégrant le potentiel des systèmes alimentaires comme puissant levier pour améliorer, partout dans le monde, la justice sociale, la restauration et la protection des écosystèmes, ainsi que la santé et le bien-être des populations. Ce glissement reflète aussi le changement de paradigme, d'un accent mis sur la production et la disponibilité alimentaires pour répondre à la demande d'une population croissante, typique du 20^e siècle, à une réflexion et une action intersectorielles, caractéristiques du 21^e siècle. Il s'inscrit dans la reconnaissance de la multifonctionnalité des systèmes agricoles et alimentaires et la conception de nouvelles méthodes et indicateurs pour évaluer leurs performances.

La deuxième évolution repose sur une préoccupation beaucoup plus marquée pour la qualité des régimes alimentaires et les modes de consommation, y compris les pertes et le gaspillage. De nombreuses contributions considéraient simultanément la production, la consommation et la circularité, ainsi que les impacts des régimes alimentaires sur l'environnement et la santé. Il s'agit d'un champ de recherche relativement nouveau qui fera sans nul doute l'objet de nombreux développements scientifiques.

La troisième évolution est une prise de conscience de la nécessité de tenir davantage compte des incertitudes et des risques, renforcée par le changement climatique, la pandémie actuelle et la crise qu'elle a engendrée. Ce qui exige des chercheurs qu'ils travaillent encore plus en collaboration pour combler les lacunes en termes de connaissances et de capacités, jusqu'à jouer rôle en appui à la prise de décision, au-delà du transfert de savoir et technologies, en s'impliquant dans des interfaces avec les décideurs. Cela implique également de développer davantage les approches participatives et prospectives pour dessiner et explorer des futurs plausibles et souhaitables.



Enfin, la conférence a confirmé une quatrième évolution quant aux multiples connexions entre échelles de recherche, du niveau local au niveau mondial, en incluant les niveaux intermédiaires qui faisaient habituellement défaut. Les études au niveau international, si elles permettent de dégager des défis et pistes d'actions communs, ne suffisent pas à enclencher de réels changements aux niveaux local et intermédiaire du fait qu'elles manquent de détails, de rigueur, de contextualisation et donc de pertinence à ces échelles-là. Les études locales, quant à elles, varient grandement en termes de données disponibles, de méthodes et de résultats, révélant les spécificités liées au contexte. Un objet de recherche consiste à étudier les interactions entre la production de connaissances à une échelle donnée et la prise de décision à une autre échelle.

En raison de la crise systémique actuelle, liée à de multiples facteurs dont la pandémie de COVID-19, les échanges ayant eu lieu durant la conférence ont outrepassé la question initialement formulée en 2018 : « Atteindre la sécurité alimentaire locale et mondiale : à quels coûts ? ». Le sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires interpellera les chercheurs sur nos capacités non seulement à surmonter la crise, mais encore à nous relever et à construire du nouveau. La notion de résilience devient centrale, offrant un panel d'options à considérer pour l'avenir : revenir à l'état initial, reconstruire en mieux ou construire différemment, nous invitant à explorer et à combiner des voies alternatives, avec un réel potentiel de transformation. Les chercheurs sont particulièrement attendus sur deux questions : comment garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous et à tout moment, dans un contexte d'inégalités croissantes et de fragmentation multilatérale ? Dans quelle mesure la transformation des systèmes alimentaires peut-elle agir comme levier pour la conception et la concrétisation d'un futur durable et inclusif ?

Reconnaître ces défis, c'est reconnaître le besoin pour la science de construire une intelligence collective pour accompagner la transformation. Cela questionne aussi le rôle de la recherche, des scientifiques et de leurs méthodes. Des connaissances fiables sont requises pour éclairer de nouvelles questions, comme par exemple l'empreinte climatique et les risques de pandémie, nécessitant de nouvelles approches, méthodes, modèles et mesures. De plus, au-delà de l'apport de connaissances scientifiquement validées, trois autres fonctions complémentaires sont attendues des chercheurs : (i) contribuer, par l'intermédiation des connaissances scientifiques, au dialogue et à l'intelligence collective, afin de dépasser la polarisation des opinions et des débats, d'identifier les leviers du changement et de réfléchir à ses effets ; (ii) s'impliquer dans des dispositifs multi-acteurs pour renforcer l'innovation et l'apprentissage ; et (iii) participer à des études prospectives pour aider à naviguer entre les futurs possibles et à mettre en évidence les choix à opérer.

Les délégués, comprenant de nombreux jeunes chercheurs et étudiants, ont identifié cinq défis à relever, à la fois par des investissements dans la recherche et par l'amélioration des interfaces entre la science et la politique :

1. Dépasser la conception simpliste selon laquelle la technologie et l'innovation mèneraient systématiquement à la durabilité, celles-ci pouvant autant être facilitatrices que menaçantes et la technologie ne suffisant pas à relever les défis sociétaux, comme le montrent les études sur l'innovation et la transition sociotechnique. Des études sur les questions de développement sont essentielles pour comprendre l'environnement institutionnel et les moyens qui permettent d'orienter l'innovation, y compris technologique, vers la résolution des défis mondiaux urgents de notre époque.



2. Apporter des éclairages scientifiques pour comprendre les observations allant à l'encontre des hypothèses couramment admises, par exemple l'absence de corrélation systématique entre production, productivité, revenus, état nutritionnel et moyens de subsistance ; la supposée plus grande durabilité et résilience des systèmes alimentaires "locaux" ; les compromis entre bénéfices écologiques à différentes échelles spatiales.
3. Favoriser les ponts entre connaissance et action, plutôt que de séparer les communautés de chercheurs, décideurs et citoyens. La recherche doit s'attacher à caractériser les facteurs et les conditions de mise en œuvre efficace des connaissances dans différents contextes.
4. Analyser scientifiquement le processus de transformation, ses modalités et ses effets ; ses difficultés, en lien avec la réaction aux chocs et la gestion des risques et incertitudes ; les jeux d'acteurs et compromis à trouver entre parties prenantes, secteurs, échelles spatiales et temporelles ; les freins au changement, les blocages et les dépendances ; l'application des droits (en particulier le droit à l'alimentation). Notamment, les questions de polarisation et de conflits entre les niveaux micro et macro et d'intérêts à court et long termes doivent faire l'objet d'une attention particulière. Ceci implique aussi le renforcement des capacités de recherche, en particulier dans les pays à faibles et moyens revenus.
5. Etudier la façon dont la transformation des systèmes alimentaires est pilotée et gouvernée, y compris celle des agences, des politiques et des marchés, sur la base de données et évaluations spécifiques. Dans ce contexte, en traduisant les concepts académiques dans le "langage" des acteurs non-académiques, les chercheurs peuvent ouvrir des espaces transformationnels. Les instituts académiques doivent ainsi être en mesure d'accompagner les jeunes scientifiques dans cette fonction de projection stratégique.

Janvier 2021

Rédigé par les présidents de la conférence :

- Patrick Caron (Université de Montpellier/MUSE, Cirad, France)
- Martin van Ittersum (Wageningen University & Research, Pays-Bas)

Avec la contribution et l'approbation des membres du comité scientifique :

- Ken Giller, Wageningen University & Research, Pays-Bas
- Tessa Avermaete, KU Leuven, Belgique
- Gianluca Brunori, Università di Pisa | UNIPI - Département de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement (DAFE), Italie
- Jessica Fanzo, Berman Institute of Bioethics, Université Johns Hopkins, États-Unis
- Etienne Hainzelin, CIRAD, France
- Marta Rivera Ferre, Université de Vic, Espagne



- John Ingram, Environmental Change Institute – Université d'Oxford, Royaume-Uni
- Lise Korsten, Université de Pretoria, Afrique du Sud
- Moses Osiru, International Centre of Insect Physiology and Ecology (ICIPE), Kenya
- Cheryl Palm, Université de Florida, États-Unis
- Yves Martin-Prével, IRD, France
- Mariana Rufino, Université Lancaster, Royaume-Uni
- Sergio Schneider, UFRGS, Brésil
- Alban Thomas, INRAE, France
- Daniel Walker, ACIAR, Australie

Organised by:



Supported by:

